L'aggravation de la crise des droits humains en Géorgie

La Fédération internationale pour les droits humains et ses membres,

Profondément préoccupé·es par l'aggravation de la crise des droits humains en Géorgie à la suite des élections législatives frauduleuses d'octobre 2024 et de la suspension consécutive des négociations d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne ;

Condamnant le recours systématique à une force excessive contre les participant·es aux manifestations pacifiques de masse, y compris les actes susceptibles de constituer des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements, ainsi que les détentions arbitraires massives pour raisons politiques, le harcèlement judiciaire et l'emprisonnement illégal de manifestant·es, notamment des dirigeant·es de l'opposition, des journalistes et des défenseur·es des droits civiques, accompagnés d'une violation flagrante de leurs droits fondamentaux à un procès équitable ;

Condamnant fermement la répression violente, concertée et continue des droits à la liberté d'association et d'expression, notamment par l'application de la législation récemment adoptée, inspirée de la Russie, sur les « agents étrangers », en particulier depuis juillet 2025, qui vise à délégitimer, intimider et réduire au silence l'opposition politique, les organisations de la société civile et les médias indépendants ;

Profondément alarmé·es par l'escalade du harcèlement judiciaire des défenseur·es des droits humains et des organisations de la société civile dans le cadre des efforts croissants des autorités géorgiennes pour démanteler entièrement les organisations de la société civile et les médias indépendants, notamment en lançant une enquête pénale sur des accusations fabriquées de « sabotage de l'État » et en gelant ensuite les comptes bancaires des principales organisations de la société civile en mars et fin août 2025 ;

Notant avec une profonde préoccupation que cette campagne de répression pourrait priver des milliers de personnes d'un soutien juridique, financier, médical et psychosocial essentiel, ainsi que de l'accès aux informations indépendantes ;

Profondément préoccupé·es par la persécution continue des personnes LGBTQI+ en Géorgie, y compris des défenseur·es des droits humains, par le biais d'une législation discriminatoire, de violences soutenues par le gouvernement et d'un discours hostile ;

Notant avec une profonde inquiétude le rôle destructeur de la désinformation, des discours haineux et des campagnes de dénigrement à motivation politique soutenus par l'État et visant les figures de l'opposition, les défenseur·es des droits humains, les activistes de la société civile et les médias indépendants, créant un climat de peur et d'hostilité omniprésentes ;

Dénonçant l'érosion de l'indépendance du pouvoir judiciaire et la culture d'impunité qui prévaut pour les auteur·rices de violations graves des droits humains ;

La FIDH et ses membres appellent les autorités géorgiennes à :

- Mettre immédiatement fin à toutes les formes de persécution à caractère politique, y compris le harcèlement judiciaire, les violences physiques et les campagnes de dénigrement à l'encontre des défenseur·es des droits humains, des professionnel·les des médias indépendants, des activistes et des membres de l'opposition,

et libérer immédiatement toutes les personnes détenues arbitrairement pour avoir exercé leur droit de réunion pacifique et leur liberté d'expression,

- Abroger toutes les lois répressives qui entravent la liberté d'association et d'expression, y compris la loi sur les « agents étrangers », les modifications apportées à la loi « sur les subventions » et la législation visant la communauté LGBTQI+, afin de mettre la législation géorgienne en conformité avec ses obligations internationales et de garantir un environnement sûr pour les organisations de la société civile et les médias indépendants,
- Garantir l'obligation de rendre des comptes des responsables des brutalités policières en lançant des enquêtes indépendantes, approfondies et efficaces sur tous les cas documentés d'usage excessif de la force par des agents de l'État, et en tenant tous leurs auteur·rices responsables.

La FIDH et ses membres appellent la communauté internationale à :

- Manifester une solidarité sans faille avec le peuple géorgien et soutenir sa société civile dynamique, notamment en apportant un soutien financier flexible aux organisations de la société civile géorgienne, aux défenseur·es des droits humains et aux médias indépendants,
- Surveiller et condamner publiquement les violations des droits humains commises par les autorités géorgiennes en publiant régulièrement des déclarations conjointes, y compris lors des forums multilatéraux,
- Mettre en place une mission d'enquête indépendante sous l'égide d'un organisme international compétent afin d'enquêter de manière approfondie sur les allégations de violence systématique contre les manifestant·es et la répression des droits humains dans le pays, et de rendre publiques ses conclusions,
- Utiliser tous les mécanismes de mise en accusation disponibles, y compris la compétence universelle, pour demander des comptes aux auteur·rices de ces violations, et imposer des sanctions individuelles ciblées aux fonctionnaires, aux membres des services de sécurité, aux procureurs, aux juges et aux autres acteur·rices identifié·es comme responsables des graves violations des droits humains commises en Géorgie.